

BUDGET  
2000-2001

---

Plan

---

budgétaire

---

## Section 1

# Revue de l'évolution de l'économie en 1999 et perspectives

---

<b>Revue de l'évolution de l'économie en 1999</b> .....	3
❑ Une croissance économique vigoureuse .....	3
❑ Des retombées exceptionnelles sur le marché du travail .....	5
- Le taux de chômage a brisé un seuil vieux de 23 ans .....	6
- Montréal rattrape Toronto.....	8
❑ Une croissance soutenue de la demande intérieure .....	10
❑ Une économie mondiale en expansion .....	13
- Récupération économique plus rapide qu'anticipé en Asie.....	13
- Une autre année exceptionnelle pour l'économie américaine.....	14
❑ Accélération de la croissance des exportations du Québec.....	15
❑ Un resserrement des conditions monétaires.....	17
<b>Les perspectives économiques pour 2000</b> .....	18
❑ Les marchés extérieurs devraient poursuivre leur expansion .....	18
- Raffermissement de l'économie européenne, mais situation incertaine au Japon .....	18
- Croissance soutenue de l'économie américaine.....	20
❑ Les taux d'intérêt continueront d'augmenter .....	21
❑ Poursuite de la croissance au Québec .....	22
❑ Accélération momentanée de l'inflation .....	23
❑ Progression additionnelle des exportations .....	25
❑ Demande intérieure .....	26
❑ Comparaison avec les prévisions du secteur privé .....	29



## Revue de l'évolution de l'économie en 1999 et perspectives

Cette section présente les éléments marquants de l'évolution économique au Québec en 1999, de même que les perspectives économiques qui ont servi à l'élaboration du plan budgétaire.

### Revue de l'évolution de l'économie en 1999

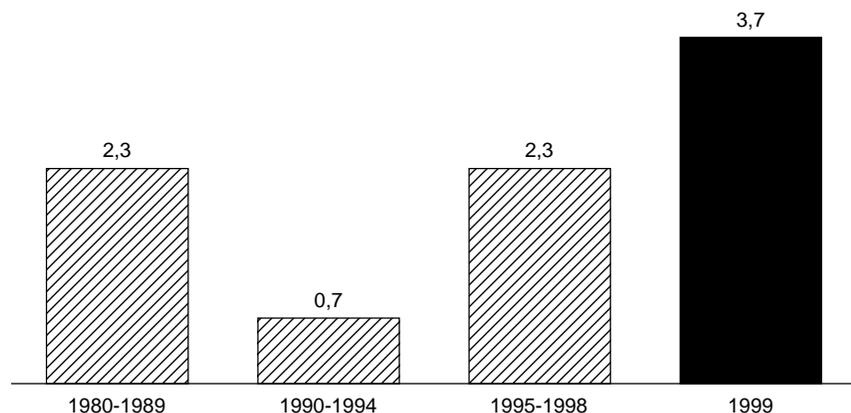
#### *Une croissance économique vigoureuse*

À 3,7 %, la croissance économique a été particulièrement vigoureuse l'an dernier au Québec. Supérieure à celle de 2,6 % observée en 1998, cette progression représente une des meilleures performances depuis 1988 et un résultat nettement supérieur à la moyenne des vingt dernières années (2,0 %).

GRAPHIQUE 1.1

#### **PIB RÉEL AU QUÉBEC**

(variation annuelle moyenne en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

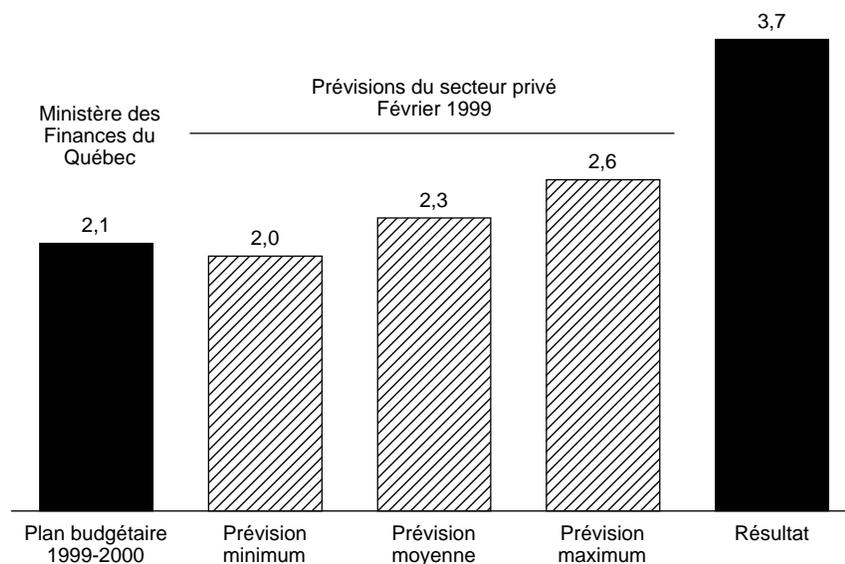
Au moment du Discours sur le budget de l'an dernier, les experts n'entrevoient pas une croissance économique aussi forte que celle qui a été observée. Même la prévision la plus optimiste ne dépassait pas 2,6 %. Cela s'expliquait alors, entre autres, par l'incertitude associée au déroulement de la crise des pays de l'Asie du Sud-Est et par le ralentissement qui était prévu aux États-Unis. Les prévisions ont donc été dépassées d'environ un point et demi de pourcentage en moyenne.

Cette performance supérieure aux attentes s'explique principalement par :

- le dynamisme de la demande intérieure, tant celle des ménages que celle des entreprises;
- une économie mondiale plus vigoureuse qu'attendu initialement.

GRAPHIQUE 1.2

**CROISSANCE SUPÉRIEURE AUX ATTENTES DE L'AN DERNIER – 1999**  
(en pourcentage)



Source : Ministère des Finances du Québec.

TABLEAU 1.1

**BILAN – 1999**  
(variation en pourcentage)

	Prévisions du Budget 1999-2000	Résultats	Écart
<b>PRODUCTION</b>			
— Produit intérieur brut (dollars constants)	2,1	3,7	1,6
— Produit intérieur brut	2,9	4,8	1,9
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>			
— Emploi	1,6	2,3	0,7
- en milliers	54,0	75,9	21,9
— Taux de chômage (niveau en %)	9,9	9,3	-0,6

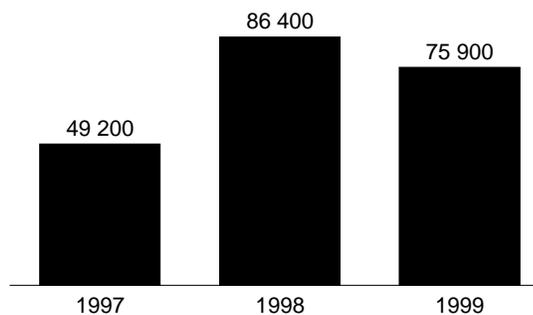
Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.

### ***Des retombées exceptionnelles sur le marché du travail***

Grâce à la très bonne tenue de l'économie québécoise au cours des deux dernières années, les conditions prévalant sur le marché du travail se sont grandement améliorées. En 1999, 75 900 emplois ont été créés au Québec. Après celle de 1998 (86 400 emplois), il s'agit de la meilleure performance depuis 1987.

GRAPHIQUE 1.3

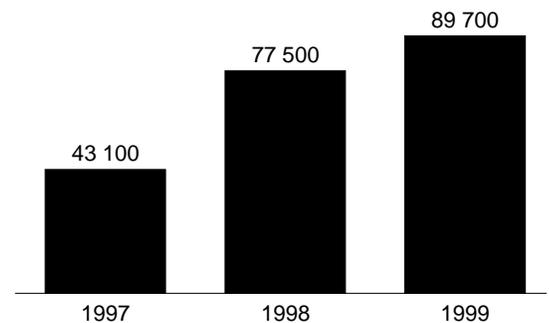
**CRÉATION D'EMPLOIS – QUÉBEC**  
(nombre)



Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.4

**CRÉATION D'EMPLOIS À PLEIN TEMPS – QUÉBEC**  
(nombre)



Source : Statistique Canada.

Signe additionnel de l'amélioration des conditions sur le marché du travail, les emplois créés l'an dernier ont tous été à plein temps (89 700 emplois). De plus, près de 14 000 emplois à temps partiel ont été convertis en postes à plein temps.

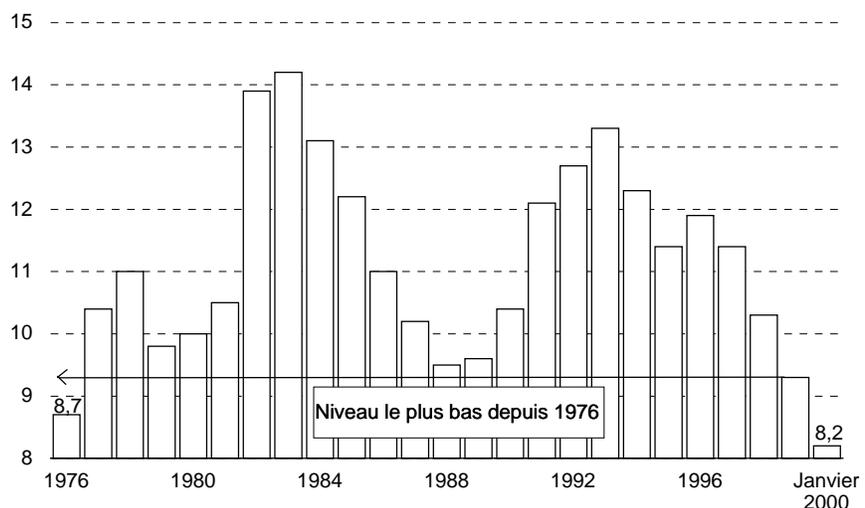
Pour une deuxième année consécutive, ce sont les jeunes de 15 à 24 ans qui ont bénéficié de la plus grande part des emplois créés au Québec. Plus du tiers des 75 900 nouveaux emplois, soit 28 100, ont été occupés par des jeunes. Il s'agit, pour eux, de la plus forte hausse annuelle depuis 1973. En deux ans, avec 52 300 nouveaux emplois, les jeunes auront obtenu le tiers de tous les emplois au Québec alors qu'ils ne représentent que 16 % de la population en âge de travailler.

### Le taux de chômage a brisé un seuil vieux de 23 ans

Globalement, le taux de chômage au Québec a diminué à des niveaux que l'on n'a pas vus depuis 23 ans. Le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en moyenne en 1999, ce qui est le niveau le plus bas depuis 1976 (8,7 %). Il a diminué d'un point de pourcentage par rapport à 1998 et de 4 points entre 1993 et 1999. De plus, au cours des derniers mois, il a chuté davantage, débutant l'an 2000 à 8,2 %, le plus bas niveau depuis mai 1976.

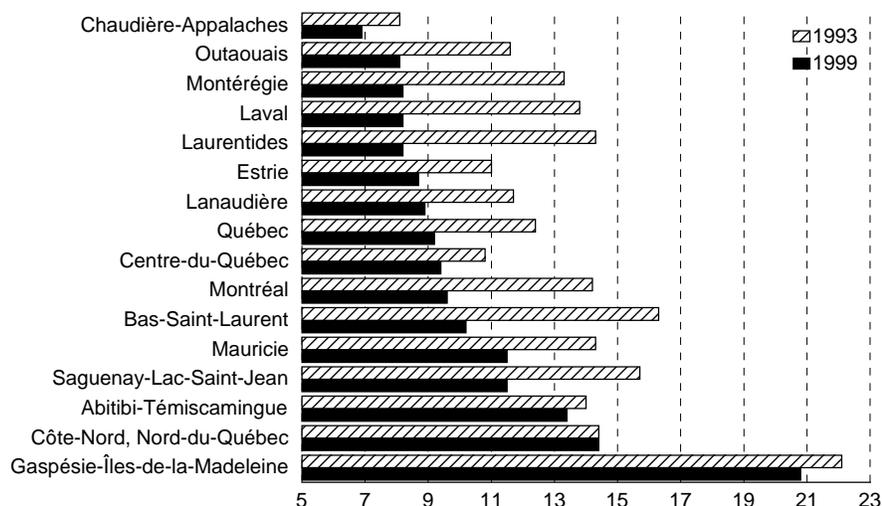
GRAPHIQUE 1.5

### TAUX DE CHÔMAGE AU PLUS BAS NIVEAU DEPUIS 1976 (en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.6

**TAUX DE CHÔMAGE PAR RÉGION ADMINISTRATIVE**  
 (en pourcentage)


Source : Statistique Canada.

Par rapport à 1993, le chômage a diminué dans toutes les régions du Québec, à l'exception de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Des réductions importantes ont été enregistrées dans le Bas-Saint-Laurent (-6,1 points), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (-4,2), l'Outaouais (-3,5), la région de Québec (-3,2) de même qu'à Montréal (-4,6) et dans les régions péri-montréalaises, notamment dans les Laurentides (-6,1), Laval (-5,6) et la Montérégie (-5,1).

Pour plusieurs régions, le taux de chômage se situe actuellement à un niveau similaire à celui qui prévalait à la fin des années quatre-vingts. Quelques régions affichent déjà un taux inférieur, dont le Bas-Saint-Laurent, Montréal, les Laurentides et le Saguenay-Lac-Saint-Jean.

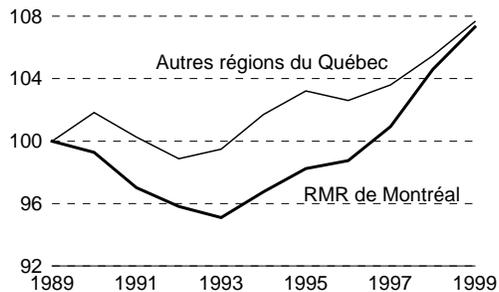
En ce qui concerne la région métropolitaine de Montréal, ci-après RMR de Montréal, celle-ci a enregistré des progrès considérables, après avoir été touchée plus fortement que les autres régions du Québec par la récession de 1990-1991. Cette dernière avait eu comme conséquence d'y accroître le taux de chômage à 13,9 % en 1993, comparativement à 12,7 % en moyenne dans les autres régions du Québec. Depuis, Montréal a non seulement récupéré les emplois perdus en récession mais a réussi à rattraper les autres régions du Québec. En effet, pour l'ensemble de la décennie, la croissance de l'emploi a été presque la même dans la RMR de Montréal qu'en moyenne dans les autres régions du Québec, grâce au rattrapage qui a été réalisé entre 1995 et 1999. En 1999, le taux de

chômage de la RMR de Montréal s'est établi à 8,6 %, soit sept dixièmes de moins que la moyenne québécoise.

Au cours des six derniers mois, la région de Montréal a connu une réduction additionnelle, particulièrement rapide, de son taux de chômage : celui-ci n'était plus que de 6,5 % en janvier 2000, soit 1,7 point de moins que la moyenne québécoise. Il s'agit également du plus bas niveau depuis juillet 1976. Montréal a ainsi vu son taux de chômage passer en dessous de la moyenne canadienne pour la première fois depuis 1984.

GRAPHIQUE 1.7

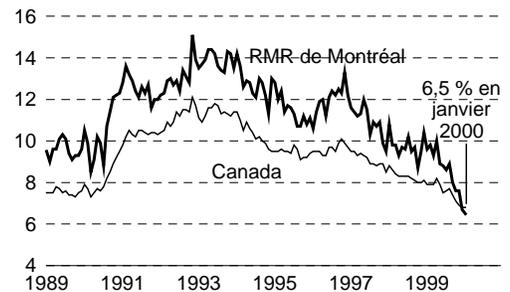
**EMPLOI : MONTRÉAL A RATTRAPÉ LES AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC**  
(indices : 1989 = 100)



Source : Statistique Canada.

GRAPHIQUE 1.8

**TAUX DE CHÔMAGE : MONTRÉAL EN DESSOUS DE LA MOYENNE CANADIENNE**  
(en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

### Montréal rattrape Toronto

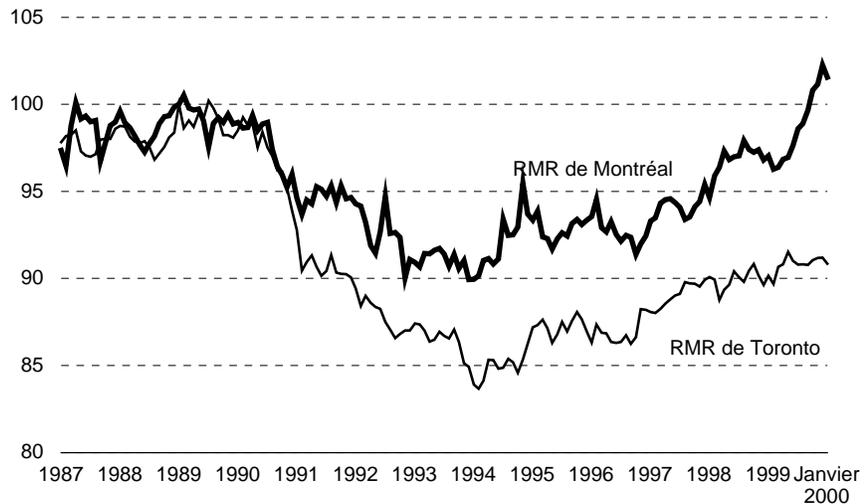
Au cours de la dernière décennie, la performance du marché du travail montréalais a été nettement supérieure à celle de Toronto lorsque l'on tient compte de la démographie. En raison de l'important écart de croissance démographique entre les deux régions, toute comparaison de l'évolution relative, pour être valable, se doit bien sûr d'être effectuée sur une base per capita. Le taux d'emploi, c'est-à-dire le rapport emploi/population, constitue l'un des deux principaux indicateurs du marché du travail, avec le taux de chômage.

Les résultats à cet égard sont éloquentes : une plus grande proportion de Montréalais détient actuellement un emploi qu'en 1989 alors qu'à Toronto, la proportion est inférieure de 9 % à celle d'il y a dix ans. Ces progrès relatifs se sont traduits par une réduction appréciable de l'écart entre les taux de chômage de Montréal et Toronto, de 5,6 points de pourcentage en 1989 à 2,5 points en 1999 et à 1,1 point seulement en janvier 2000.

GRAPHIQUE 1.9

**TAUX D'EMPLOI : MONTRÉAL A AMÉLIORÉ SA POSITION RELATIVEMENT À TORONTO**

(indices : janvier 1989 = 100)



Source : Statistique Canada.

TABLEAU 1.2

**TAUX DE CHÔMAGE : ÉCART MONTRÉAL-TORONTO**

(en pourcentage)

	1989	1999	Janvier 2000
Montréal	9,6	8,6	6,5
Toronto	4,0	6,1	5,4
<b>Écart</b>	<b>5,6</b>	<b>2,5</b>	<b>1,1</b>

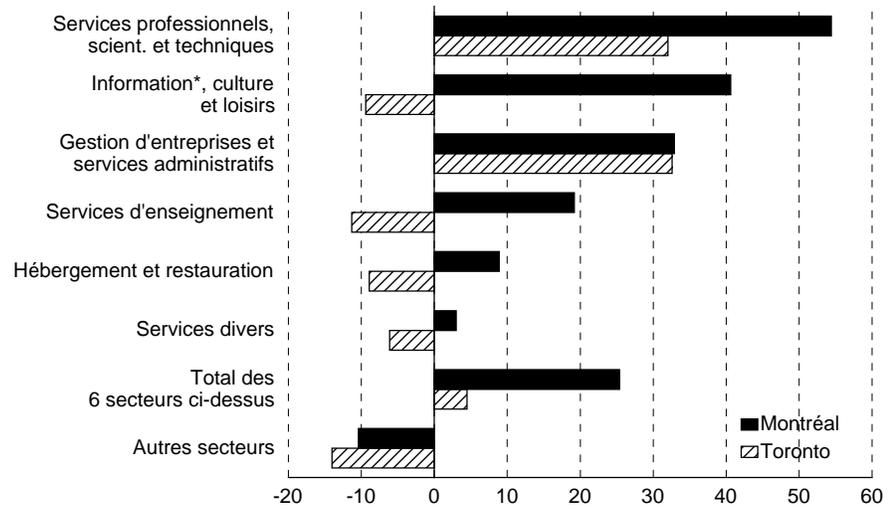
Source : Statistique Canada.

Cette performance de Montréal est attribuable au développement de secteurs axés principalement sur le savoir, comme les services professionnels, scientifiques et techniques, la gestion d'entreprises et les services administratifs, les services d'enseignement et les services relatifs à l'information<sup>1</sup>, à la culture et aux loisirs.

<sup>1</sup> Comprenant notamment les télécommunications.

GRAPHIQUE 1.10

**CROISSANCE DU TAUX D'EMPLOI PLUS ÉLEVÉE À MONTRÉAL QU'À TORONTO : GRÂCE À 6 SECTEURS D'ACTIVITÉ**  
(variation en pourcentage entre 1989 et 1999)



\* Comprenant notamment les télécommunications.

Source : Statistique Canada.

### ***Une croissance soutenue de la demande intérieure***

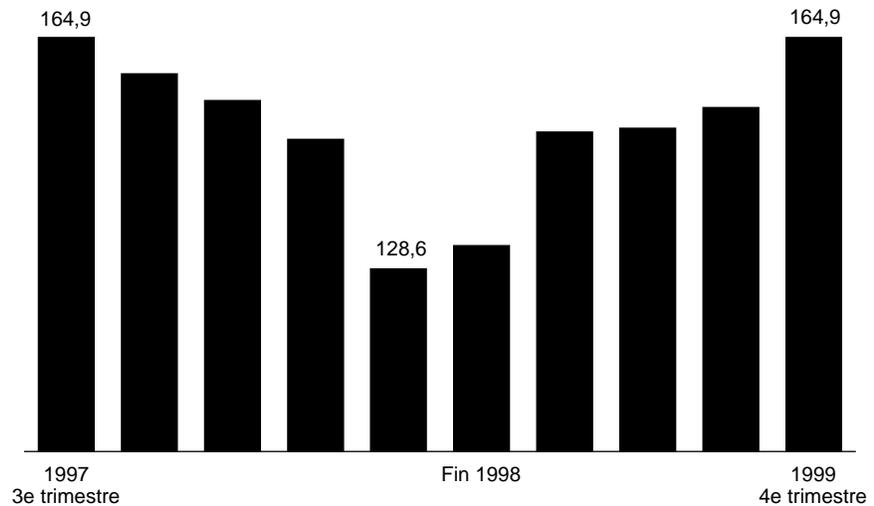
Des taux d'intérêt relativement bas et une confiance des ménages et des entreprises fortement à la hausse ont soutenu la croissance de la demande intérieure, tant celle des consommateurs que celle des entreprises. Ainsi, comme en 1998, la demande intérieure s'est accrue de 3,4 % en 1999, soit la plus forte croissance observée depuis 1988.

Après avoir diminué de façon importante entre le milieu de l'année 1997 et la fin de 1998, l'indice de confiance des entreprises s'est redressé rapidement. À la fin de 1999, il avait repris tout le terrain perdu à la suite des incertitudes causées par la crise asiatique. Il rejoignait alors le niveau du troisième trimestre de 1997, niveau inégalé depuis 1979.

GRAPHIQUE 1.11

**FORTE HAUSSE DE LA CONFIANCE DES ENTREPRISES**

(indice : 1991 = 100)



Source : Conference Board du Canada.

Cette reprise de la confiance coïncide avec l'amélioration des perspectives mondiales de croissance économique, le redressement des prix des matières premières et la hausse appréciable des profits (13,4 % en 1999). Il en est résulté une hausse des investissements des entreprises privées de 5,4 %.

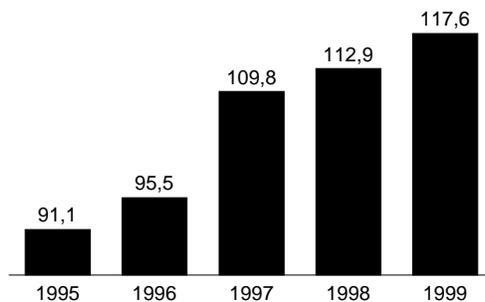
Par ailleurs, l'amélioration des conditions sur le marché du travail et des taux d'intérêt relativement bas se sont reflétés sur la confiance des ménages, en hausse à un sommet inégalé depuis 1988.

Selon l'enquête du Conference Board du Canada, pour un nombre record de consommateurs, 1999 a été le meilleur moment pour effectuer des achats importants, comme l'acquisition d'une maison ou d'un véhicule automobile.

Confiants, les ménages ont accru leurs dépenses de consommation plus rapidement que leurs revenus, provoquant par le fait même une réduction importante de leur taux d'épargne. Proche de zéro, ce dernier n'a jamais été aussi bas.

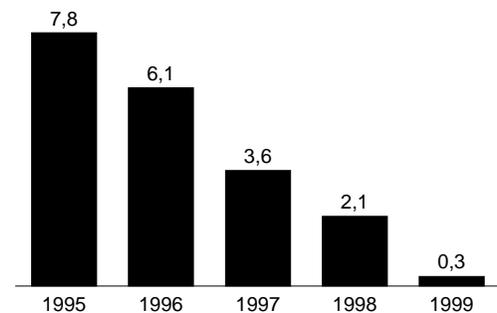
En 1999, les dépenses réelles de consommation ont progressé de 2,6 %. Ce sont principalement les biens durables comme les véhicules automobiles et les meubles et appareils ménagers, généralement des achats coûteux, qui ont le plus augmenté.

GRAPHIQUE 1.12

**CONFIANCE DES MÉNAGES – QUÉBEC**  
 (indice : 1991 = 100)


Source : Conference Board du Canada.

GRAPHIQUE 1.13

**ÉPARGNE DES MÉNAGES – QUÉBEC**  
 (en pourcentage du revenu personnel disponible)


Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

D'autre part, le secteur domiciliaire a repris fortement en 1999. En dollars constants, les investissements domiciliaires ont crû de 9,2 %, grâce aux travaux de rénovation (11,7 %) et à l'amorce d'une reprise de la construction d'habitations neuves. Le nombre de mises en chantier est passé de 23 100 en 1998 à 25 700 en 1999.

## Une économie mondiale en expansion

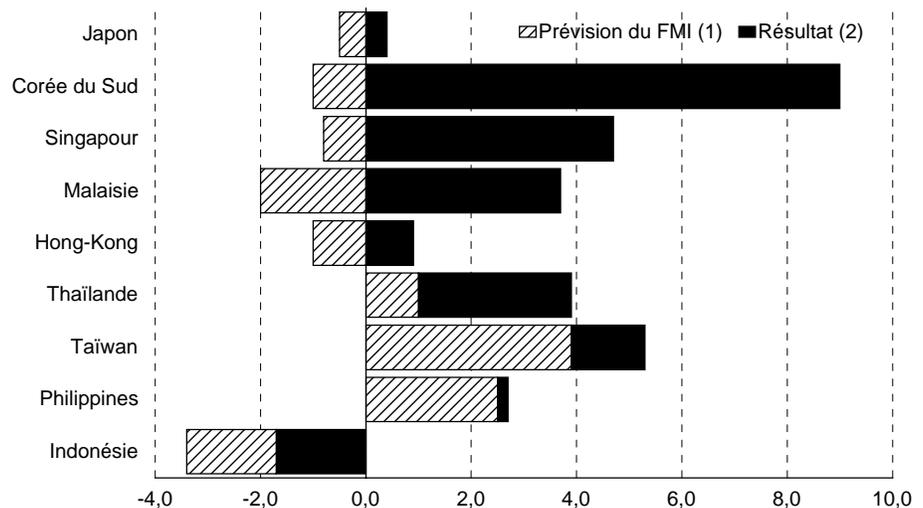
L'économie québécoise a bénéficié d'un environnement extérieur favorable au commerce. L'année 1999 a été marquée par un redressement économique rapide des pays asiatiques et une vigueur exceptionnelle de l'économie américaine.

### Récupération économique plus rapide qu'anticipé en Asie

Lors du Discours sur le Budget 1999-2000, la plupart des experts s'attendaient à ce que la reprise économique soit lente dans les pays asiatiques et considéraient alors que la situation dans les pays émergents demeurait fragile. En outre, le FMI prévoyait que l'activité économique reculerait dans plusieurs des pays de l'Asie du Sud-Est, ainsi qu'au Japon.

GRAPHIQUE 1.14

### CROISSANCE DU PIB RÉEL EN 1999 – DIVERS PAYS D'ASIE (en pourcentage)



(1) Prévision du FMI réalisée en décembre 1998.

(2) Résultat pour les 3 premiers trimestres de 1999.

Sources : Fonds monétaire international et Datastream.

Or, il n'en a rien été. Au contraire, les pays asiatiques ont connu un redressement économique important grâce à des programmes de stimulation de la demande, à la baisse des taux d'intérêt rendue possible par la stabilisation des marchés financiers et à une reprise de la demande mondiale de produits électroniques.

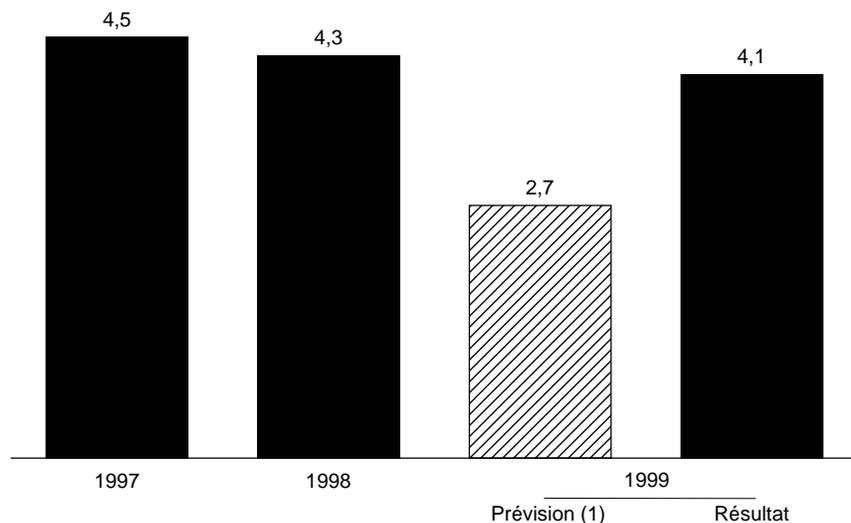
Au Japon, bien que la pire récession depuis la fin de la deuxième guerre mondiale se soit terminée, l'économie nippone est demeurée fragile. Celle-ci a continué d'être paralysée par d'importants problèmes structurels. Globalement, les résultats des trois premiers trimestres de 1999 montrent une croissance de l'ordre d'un demi-point de pourcentage à taux annuel.

### Une autre année exceptionnelle pour l'économie américaine

L'économie américaine a terminé la décennie avec vigueur. En 1999, la croissance s'y est établie à 4,1 %, soit près d'un point et demi de pourcentage de plus que ne le prévoient les spécialistes américains il y a un an. Cela fait donc trois ans que les États-Unis voient leur économie progresser de plus de 4,0 %.

GRAPHIQUE 1.15

#### CROISSANCE DU PIB RÉEL - ÉTATS-UNIS (en pourcentage)

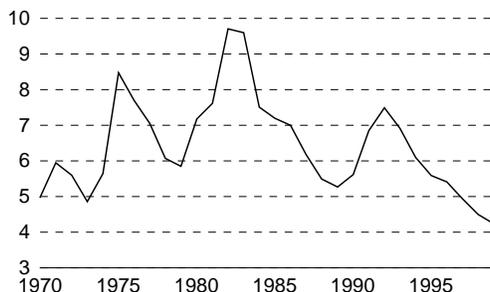


(1) Au moment du Budget 1999-2000.

Sources : Bureau of Economic Analysis des États-Unis et Data Resources Inc.

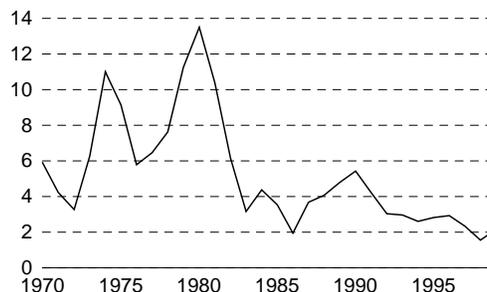
Le dynamisme de l'économie aux États-Unis a permis au taux de chômage de diminuer à nouveau en 1999 et d'atteindre son plus bas niveau en 30 ans (4,2 %). Malgré cela, les pressions inflationnistes sont demeurées faibles, la croissance de l'IPC excluant les aliments et l'énergie ayant diminué légèrement, de 2,3 % en 1998 à 2,1 % en 1999. Le taux d'inflation global a toutefois augmenté de 0,6 point de pourcentage, à 2,2 %, en raison de la forte hausse du prix de pétrole (34 % en moyenne en 1999).

GRAPHIQUE 1.16

**TAUX DE CHÔMAGE – ÉTATS-UNIS**  
(en pourcentage)


Source : Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

GRAPHIQUE 1.17

**TAUX D'INFLATION – ÉTATS-UNIS**  
(en pourcentage)


Source : Data Resources Inc.

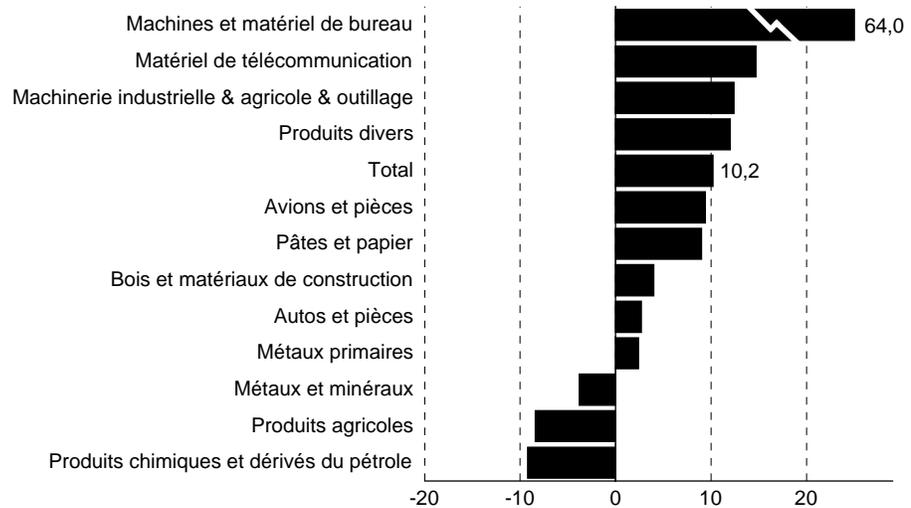
### ***Accélération de la croissance des exportations internationales du Québec***

Avec la bonne performance de l'économie américaine, la croissance des exportations s'est accélérée en 1999. Ainsi, le volume des exportations internationales de marchandises s'est accru de 10,2 % en 1999 (6,4 % en 1998).

Les exportations de produits manufacturés de haute valeur ajoutée, telles que les machines et le matériel de bureau, le matériel de télécommunication et les avions et les pièces d'avions ont été les plus vigoureuses. Par contre, la croissance des exportations a été amoindrie par une baisse dans certains secteurs, dont les produits agricoles, les métaux et minéraux et les produits chimiques et dérivés du pétrole, encore affectés par la faiblesse de la demande mondiale pour ces produits, depuis la crise financière en Asie.

GRAPHIQUE 1.18

**EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE MARCHANDISES DU QUÉBEC EN DOLLARS CONSTANTS - 1999**  
(variation en pourcentage)



Source : Institut de la statistique du Québec.

La forte progression des exportations internationales de l'an dernier poursuit une tendance amorcée depuis plusieurs années. En effet, depuis la conclusion de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada, l'importance relative des exportations internationales de marchandises a doublé, passant de 17,9 % du PIB en 1988 à 33,6 % en 1999.

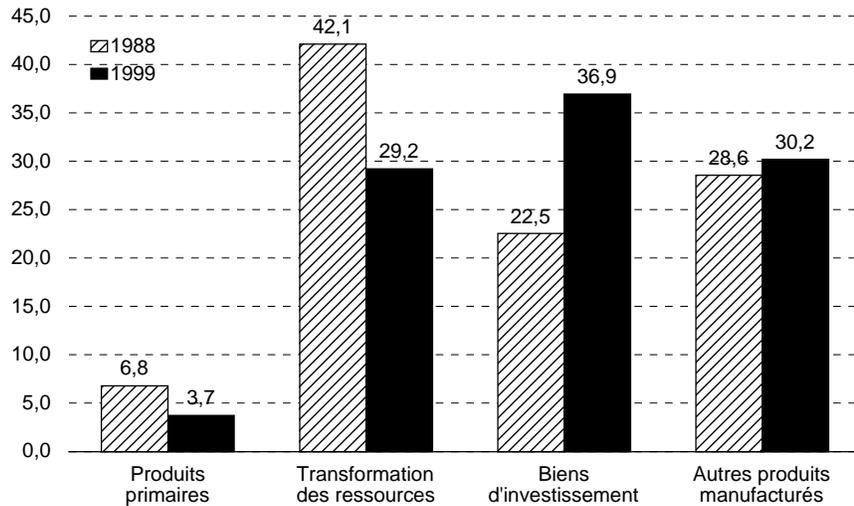
Cette ouverture grandissante du Québec envers les marchés internationaux s'est accompagnée d'un changement de la structure des exportations, en faveur de biens provenant de secteurs faisant appel aux technologies de pointe et exigeant un niveau de connaissances élevé. Celles-ci sont donc de moins en moins basées sur les ressources naturelles. Ainsi, la part des biens de haute valeur ajoutée (biens d'investissement<sup>2</sup> et autres produits manufacturés<sup>3</sup>) représente maintenant plus des deux tiers des exportations internationales de marchandises, comparativement à moins de la moitié en 1988.

<sup>2</sup> Soit le matériel de télécommunication, les machines, outils et matériel de bureau, le matériel aéronautique et autre matériel de transport sauf celui relié à l'automobile.

<sup>3</sup> Comprend notamment les produits chimiques, les plastiques et dérivés du pétrole, les produits de l'automobile et les produits de consommation.

GRAPHIQUE 1.19

**RÉPARTITION DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE MARCHANDISES - QUÉBEC**  
(en pourcentage du total)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

### ***Un resserrement des conditions monétaires***

La conjoncture plus favorable de l'économie mondiale, en particulier en Amérique du Nord, a amené les banques centrales à changer le cap de leurs politiques monétaires en cours d'année.

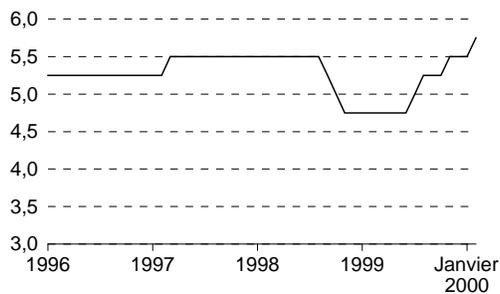
La stabilisation des marchés financiers à l'échelle internationale et un marché du travail tendu aux États-Unis ont conduit la Réserve fédérale américaine à resserrer sa politique monétaire en 1999. Afin de prévenir d'éventuelles pressions inflationnistes, la banque centrale américaine a augmenté le taux des fonds fédéraux de 100 points de base entre juin 1999 et février 2000, à 5,75 % actuellement.

Les taux d'intérêt ont également augmenté au Canada, mais dans une moindre mesure. Le taux d'escompte a ainsi augmenté de 50 points de base depuis l'automne dernier, pour s'établir à 5,25 % au début de mars 2000.

Cette hausse des taux d'intérêt, conjuguée au raffermissement du prix des matières premières observé depuis un an, aura permis au dollar canadien de s'apprécier d'environ 6 %, soit quelque 4 ¢ É.-U., entre le début et la fin de 1999.

GRAPHIQUE 1.20

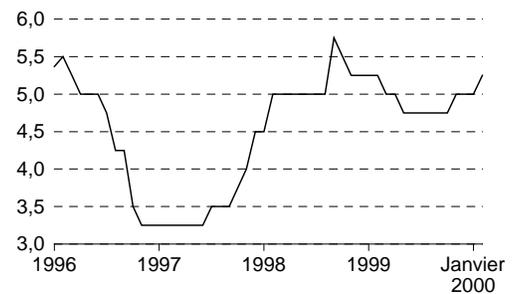
**TAUX DES FONDS FÉDÉRAUX – ÉTATS-UNIS**  
(en pourcentage)



Source : Réserve fédérale des États-Unis.

GRAPHIQUE 1.21

**TAUX D'ESCOMPTE – CANADA**  
(en pourcentage)



Source : Banque du Canada.

## Les perspectives économiques pour 2000

### *Les marchés extérieurs devraient poursuivre leur expansion*

#### **Raffermissement de l'économie européenne, mais situation incertaine au Japon**

La croissance des pays européens devrait se raffermir en 2000 grâce à une évolution de l'économie mondiale favorable aux exportations et à une demande intérieure plus vigoureuse.

TABLEAU 1.3

**CROISSANCE DU PIB RÉEL – EUROPE**  
(en pourcentage)

	<b>1999</b>	<b>2000</b>
Zone euro	2,2	3,0
Royaume-Uni	1,9	2,9

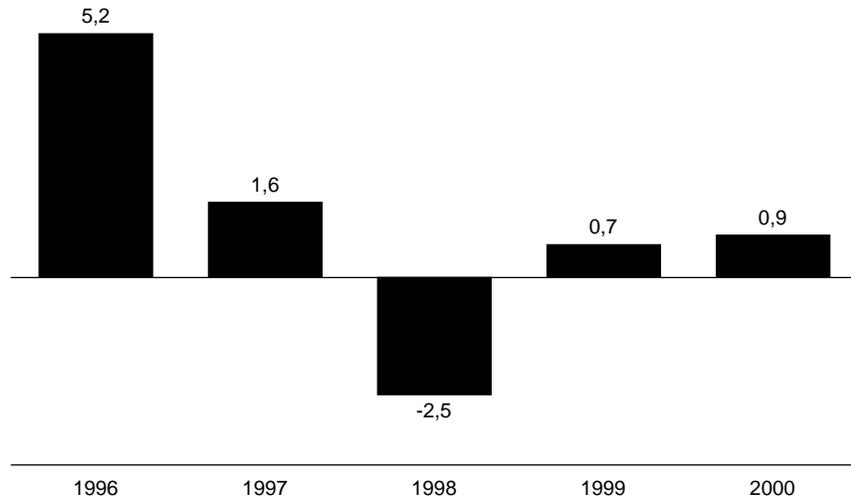
Sources : Data Resources Inc. et Datastream.

Les pays de la zone Euro ainsi que le Royaume-Uni verront leur économie croître d'environ 3 %, soit un point de pourcentage de plus que l'an dernier.

En Asie, dans la plupart des pays du Sud-Est, la reprise se poursuivra cette année. Toutefois, l'économie japonaise continuera d'être freinée par l'ampleur des problèmes structurels auxquels elle demeure confrontée.

La situation y est telle que la Banque du Japon doit maintenir une politique de taux d'intérêt à 0 %. De plus, le gouvernement nippon a dû présenter à la fin de 1999 un nouveau plan de relance macroéconomique de 18 000 milliards de yens (172 MM \$ É.-U.), équivalant à environ 4 % du PIB, son neuvième depuis 1992. Malgré ces efforts, selon les experts, la croissance de l'économie nipponne demeurera inférieure à 1 % au cours des prochaines années.

GRAPHIQUE 1.22

**CROISSANCE DU PIB RÉEL – JAPON**  
(en pourcentage)

Source : Data Resources Inc.

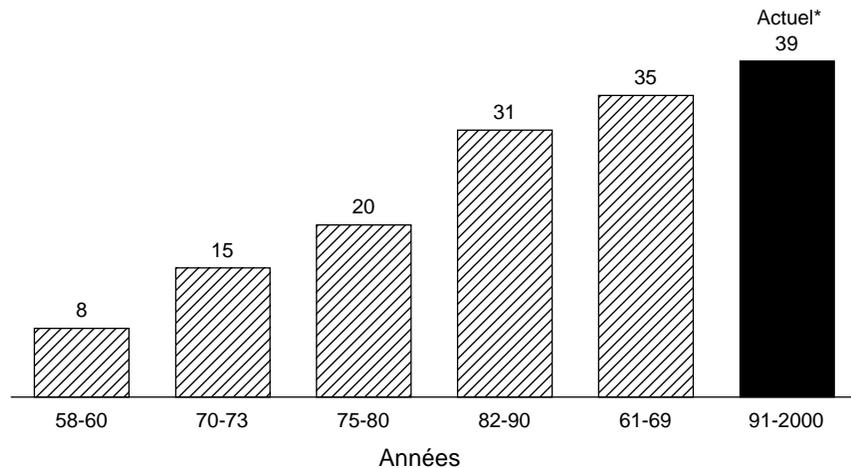
**Croissance soutenue de l'économie américaine**

Selon les spécialistes, la progression de l'activité économique devrait être de 3,6 % aux États-Unis cette année. Le taux de chômage devrait demeurer bas, autour de 4,0 % en moyenne.

L'économie américaine connaît actuellement son plus long cycle d'expansion d'après-guerre dont la durée, à la fin de 2000, aura atteint 39 trimestres.

Malgré la vigueur de l'économie, les analystes anticipent que les pressions inflationnistes seront contenues, le taux d'inflation devant s'établir à environ 2,4 %.

GRAPHIQUE 1.23

**DURÉE DES CYCLES ÉCONOMIQUES AUX ÉTATS-UNIS**  
(nombre de trimestres)

\* Au 31 décembre 2000.

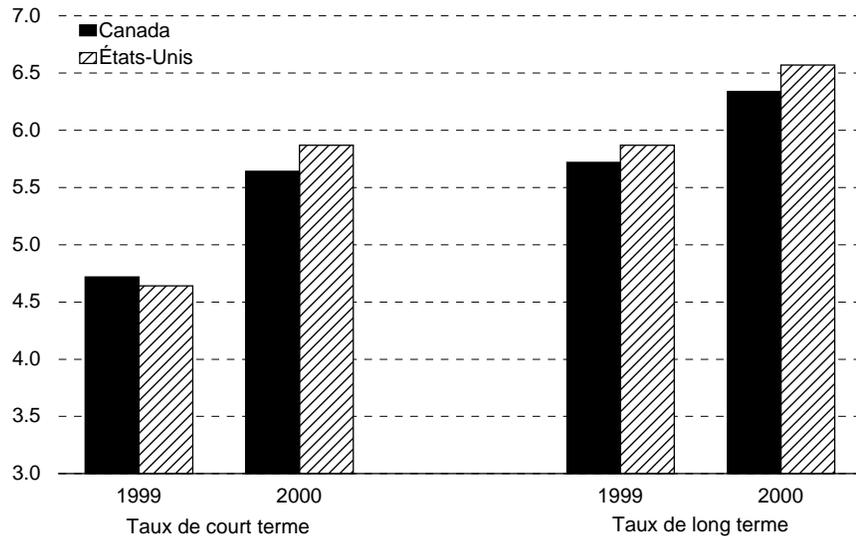
Sources : Bureau of Economic Analysis des États-Unis et Data Resources Inc.

***Les taux d'intérêt continueront d'augmenter***

Une croissance économique soutenue et un accroissement des risques d'inflation se traduiront par une hausse des taux d'intérêt dans tous les pays industrialisés. Aux États-Unis et au Canada, le resserrement monétaire se poursuivra. Au Canada, on estime donc que les taux d'intérêt de court terme dépasseront d'environ 90 points de base les niveaux de 1999, tandis que les taux d'intérêt de long terme augmenteront d'environ 60 points de base.

GRAPHIQUE 1.24

### TAUX D'INTÉRÊT – ÉTATS-UNIS ET CANADA (en pourcentage)



Sources : Banque du Canada, Réserve fédérale des États-Unis et ministère des Finances du Québec.

### ***Poursuite de la croissance au Québec***

Globalement, le contexte économique demeurera favorable à la poursuite de la croissance économique au Québec. En plus de compter sur une économie américaine vigoureuse et la reprise en Europe et en Asie, l'économie québécoise pourra s'appuyer sur des politiques fiscale et budgétaire favorables à la croissance.

Par contre, l'économie devra composer avec le resserrement de la politique monétaire et la réduction du pouvoir d'achat des consommateurs découlant de l'augmentation du prix du pétrole. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel devrait s'établir à 3,3 % en 2000 et à 2,7 % en 2001.

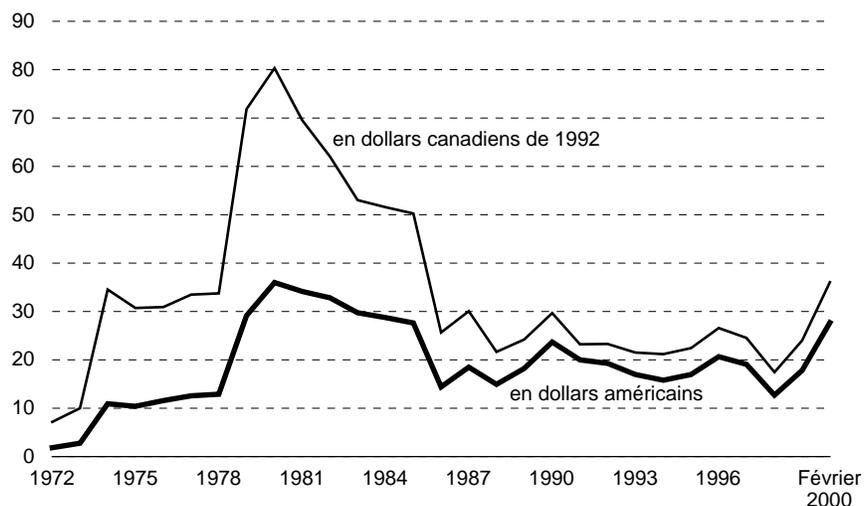
Les conditions sur le marché du travail devraient continuer à s'améliorer cette année avec l'ajout de 70 000 nouveaux emplois et une réduction additionnelle du taux de chômage d'un point de pourcentage cette année, à 8,3 %, et à 7,9 % en 2001.

## Accélération momentanée de l'inflation

Au cours des derniers mois, malgré l'absence de pressions inflationnistes d'origine intérieure, une hausse du taux d'inflation a été observée au Québec, comme au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays industrialisés. Celle-ci provient essentiellement de la montée rapide des cours mondiaux du pétrole brut. En février 2000, bien que deux fois moins élevés qu'au début des années quatre-vingts en dollars canadiens de 1992, ceux-ci étaient à leurs plus hauts niveaux depuis la guerre du Golfe Persique, à la fin de 1990.

GRAPHIQUE 1.25

### PRIX DU BARIL DE PÉTROLE<sup>(1)</sup> (en dollars)

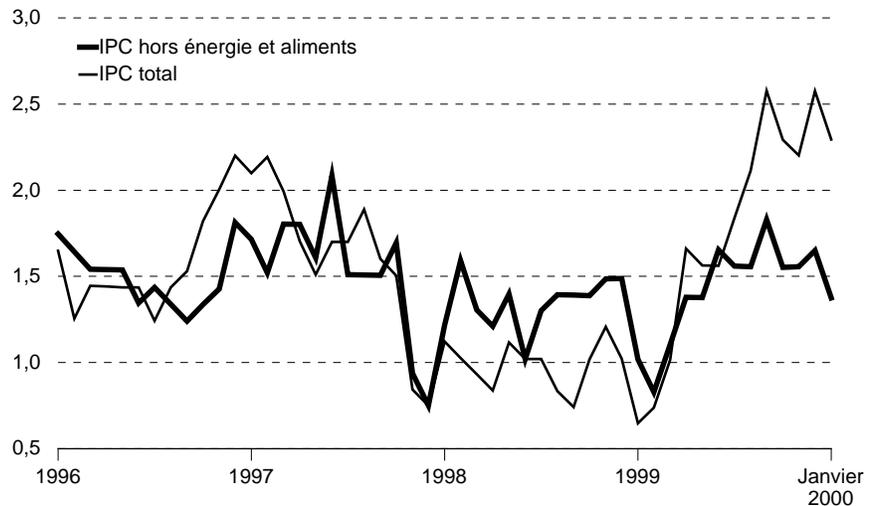


<sup>(1)</sup> Prix du pétrole de la mer du Nord à partir de 1982 et du pétrole arabe léger auparavant.  
Sources : Agence internationale de l'énergie, Statistique Canada et Banque du Canada.

Entre janvier 1999 et janvier 2000, le prix du baril de pétrole a plus que doublé, passant de 11,07 \$ É.-U. à 25,44 \$ É.-U. (pétrole brut provenant de la mer du Nord). Cette importante hausse s'est répercutée sur le prix des carburants et du mazout de chauffage. Durant cette période, l'indice des prix à la consommation de l'essence et du mazout a progressé de plus de 20 % au Québec et au Canada.

Par contre, l'indice des prix hors énergie et aliments n'a progressé que de 1,4 % au Canada entre janvier 1999 et janvier 2000 (1,7 % au Québec), soit en dessous du point médian de la fourchette cible (de 1 % à 3 %) de la Banque du Canada.

GRAPHIQUE 1.26

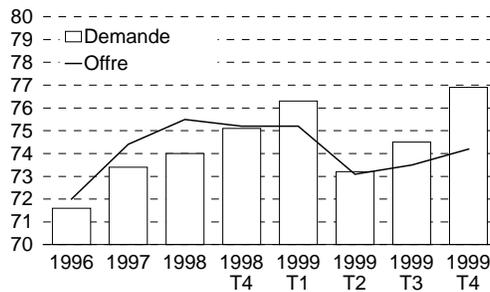
**INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION - CANADA**  
(variation annuelle en pourcentage)

Source : Statistique Canada.

Selon les experts, une partie de la hausse du prix du pétrole devrait être temporaire. La plupart d'entre eux entrevoient une diminution graduelle, notamment en raison d'une augmentation de la production des pays membres et non-membres de l'OPEP au cours de cette année. En 2001, celui-ci est prévu redescendre à près de 21 \$ É.-U., selon la moyenne des prévisions actuelles du secteur privé. Ce serait un niveau équivalent à celui qui prévalait au milieu des années quatre-vingt-dix, soit avant que la crise des pays asiatiques ne l'ait fait chuter aux creux atteints au début de 1999.

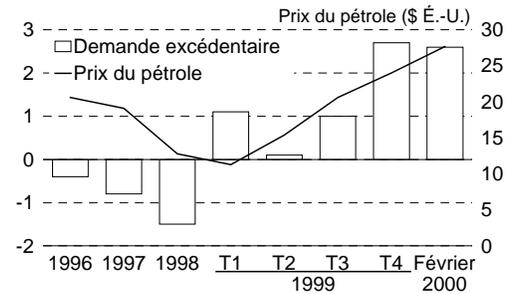
Cette baisse anticipée du prix du pétrole se reflétera dans les prix payés par les consommateurs, ce qui contribuera à réduire l'inflation en 2001.

GRAPHIQUE 1.27

**OFFRE ET DEMANDE MONDIALE DE PÉTROLE**  
 (en millions de barils par jour)


Source : Agence internationale de l'énergie.

GRAPHIQUE 1.28

**DEMANDE EXCÉDENTAIRE DE PÉTROLE**  
 (en millions de barils par jour)


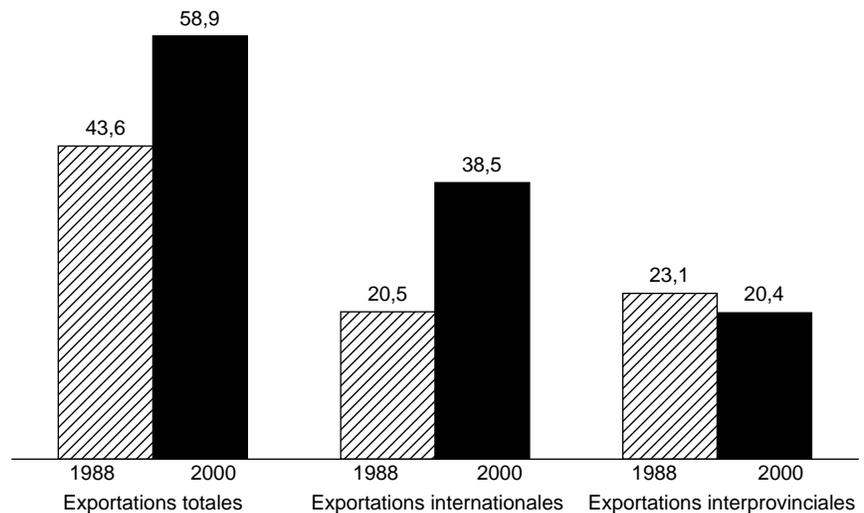
Source : Agence internationale de l'énergie.

### ***Progression supplémentaire des exportations***

Les exportations internationales de marchandises devraient progresser encore cette année plus rapidement que le PIB grâce au libre-échange, à la progression lente des coûts unitaires de main-d'œuvre et au niveau favorable du dollar canadien.

Ainsi, les exportations internationales de marchandises devraient croître de 6,1 % en 2000 et de 5,4 % en 2001 (dollars constants).

GRAPHIQUE 1.29

**EXPORTATIONS INTERNATIONALES ET INTERPROVINCIALES DU QUÉBEC**  
(en pourcentage du PIB)

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

***Demande intérieure***

L'importante amélioration des conditions sur le marché du travail à la fin de 1999, les baisses d'impôts annoncées pour cette année ainsi que les dépenses additionnelles des administrations publiques sont tous des éléments qui viendront soutenir la demande de consommation des ménages en 2000. Par contre, lourdement endettés, ceux-ci devront composer avec des taux d'intérêt plus élevés et un pouvoir d'achat amoindri en raison de la hausse des prix de l'énergie.

Les dépenses de consommation, en dollars constants, devraient progresser de 3,0 % (4,5 % en dollars courants) cette année, soit à un rythme supérieur à celui observé l'an dernier (2,6 % en dollars constants et 3,8 % en dollars courants).

Par ailleurs, les investissements domiciliaires devraient continuer de progresser cette année grâce, notamment, à la baisse des stocks de logements neufs invendus et du taux d'inoccupation des logements locatifs. Dans ce contexte, les dépenses domiciliaires réelles devraient croître de 4,7 % cette année et les mises en chantier devraient atteindre 26 400 unités.

En outre, le contexte demeure favorable à l'accroissement des investissements non résidentiels cette année, alors que les grands chantiers, comme le projet d'Alcan à Alma et celui de Magnola à Asbestos, se poursuivent.

D'une part, la santé financière des entreprises s'est grandement améliorée en 1999. Après avoir diminué légèrement en 1998, en raison de la faiblesse des prix des matières premières causée par la crise financière en Asie du Sud-Est, les profits des entreprises se sont accrus de 13 % l'an dernier. D'autre part, fonctionnant près de leur pleine capacité de production, plusieurs entreprises devront investir davantage pour satisfaire une demande intérieure et extérieure soutenue. Ainsi, les investissements non résidentiels devraient croître cette année de 4,7 %.

TABLEAU 1.4

**PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES**  
 (variation en pourcentage)

	1999	2000	2001
<b>PRODUCTION</b>			
— Produit intérieur brut réel	3,7	3,3	2,7
— Produit intérieur brut	4,8	5,3	4,0
<b>ÉLÉMENTS DE DÉPENSES</b>			
— Consommation	3,8	4,5	4,2
— Mises en chantier ('000)	25,7	26,4	27,4
— Investissements non résidentiels	3,0 <sup>(1)</sup>	4,7	2,1
— Exportations internationales de marchandises <sup>(2)</sup>	10,2	6,1	5,4
<b>ÉLÉMENTS DE REVENUS ET PRIX</b>			
— Salaires et traitements	3,5	4,2	3,6
— Revenu personnel	2,8	4,0	4,1
— Bénéfices des sociétés	13,4	14,0	3,7
— Prix à la consommation	1,5	1,9	1,4
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>			
— Population active	1,1	1,0	1,0
— Emploi	2,3	2,1	1,6
— en milliers	76	70	54
— Taux de chômage (niveau en %)	9,3	8,3	7,9
<b>TAUX D'INTÉRÊT – CANADA</b> (niveau en %)			
— Bons du Trésor, 3 mois	4,7	5,6	5,8
— Obligations canadiennes, 30 ans	5,7	6,3	6,4

(1) Statistique Canada, Investissements privés et publics.

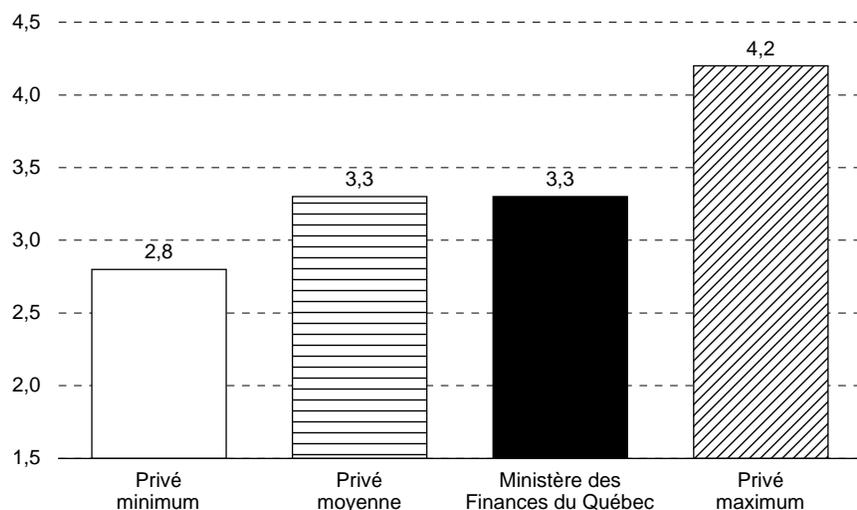
(2) Dollars constants de 1992.

### Comparaison avec les prévisions du secteur privé

Les prévisions qui ont servi à la préparation des équilibres budgétaires sont comparables à la moyenne qui se dégage d'un récent relevé des prévisions du secteur privé. Les prévisions de croissance économique sont en effet identiques à celles du secteur privé, tant en 2000 (3,3 %) qu'en 2001 (2,7 %).

GRAPHIQUE 1.30

#### CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC – 2000 COMPARAISON AVEC LES PRÉVISIONS DU SECTEUR PRIVÉ (variation en pourcentage)



Source : D'après un relevé du ministère des Finances du Québec.

Par ailleurs, en ce qui concerne les taux d'intérêt, les hypothèses retenues sont peu différentes des prévisions moyennes du secteur privé en 2000 et légèrement supérieures en 2001.

TABLEAU 1.5

**COMPARAISON AVEC LES PRÉVISIONS DU SECTEUR PRIVÉ - QUÉBEC**  
(en pourcentage)

	Secteur privé	Ministère des Finances du Québec
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL</b>		
2000	3,3	3,3
2001	2,7	2,7
<b>PRIX À LA CONSOMMATION</b>		
2000	2,1	1,9
2001	2,0	1,4
<b>TAUX D'INTÉRÊT</b>		
<b>Court terme</b>		
2000	5,4	5,6
2001	5,4	5,8
<b>Long terme</b>		
2000	6,4	6,3
2001	6,2	6,4

Source : D'après un relevé du ministère des Finances du Québec.